



MAINTENANCE PREVENTIVE, CORRECTIVE ET TRAVAUX SUR LES TOITURES DES BÂTIMENTS DE L'AÉROPORT DE LIMOGES-BELLEGARDE

Marché passé selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1-1°, R.2123-1-1°, R.2123-4 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Date limite de réception des offres : **LUNDI 10 MARS 2025**

Heure limite de réception des offres : **12h00**

Lieu de réception des offres :

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Pouvoir Adjudicateur

**Chambre de Commerce et d'Industrie de Limoges et de la Haute-Vienne
16 place Jourdan – CS 60403
87011 LIMOGES Cedex**

Représentant légal du Pouvoir Adjudicateur

**Monsieur le Président de la
Chambre de Commerce et d'Industrie de Limoges et de la Haute-Vienne
16 place Jourdan – CS 60403
87011 LIMOGES Cedex**

Comptable Assignataire

**Monsieur le Trésorier de la
Chambre de Commerce et d'Industrie de Limoges et de la Haute-Vienne
16 place Jourdan – CS 60403
87011 LIMOGES Cedex**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – Objet de la consultation	4
ARTICLE 2 – Durée du marché	4
ARTICLE 3 – Date limite de remise des offres	4
ARTICLE 4 – Délai de validité des offres	4
ARTICLE 5 – Visite	4
ARTICLE 6 – Généralités - Description des interventions	5
ARTICLE 7 – Conditions d'envoi et de remise des offres	8
ARTICLE 8 – Prix – Coûts horaires	9
ARTICLE 9– Mode de règlement - Facturation	10
ARTICLE 10 – Pénalités	11
ARTICLE 11 – Assurances	11
ARTICLE 12 – Attribution de compétences	11
ARTICLE 13 – Renseignements complémentaires	11

ARTICLE 1- OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet les prestations de réparation des toitures des bâtiments suivants sur le site de l'aéroport de Limoges-Bellegarde :

1. Aérogare
2. Hangar 0
3. Hangar 1
4. Hangar 2
5. Bureaux Infra
6. Hangar 3
7. Hangar 4
8. Bâtiment de bureaux
9. Bâtiment des loueurs de voitures
10. Bâtiment ex-chronopost et la Poste
11. Bâtiment Balisage
12. Bâtiment SSLIA (ancien bâtiment, extension 2017 et nouveau garage 2021)
13. Bâtiment clubhouse
14. Bâtiments aéroclubs
15. Bâtiment SAG (Section Aérienne de la Gendarmerie)
16. Bâtiment Vol à voile
17. Hangars 3 cellules
18. Ex-Hélicolim

L'annexe 1 permet de visualiser les emplacements de ces locaux.

ARTICLE 2 – DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu à compter de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2028.

Les bons de commande seront notifiés par l'acheteur au fur et à mesure des besoins.

ARTICLE 3 – DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES

La date limite de remise des offres est fixée au **LUNDI 10 MARS 2025 à 12h00**.

ARTICLE 4 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité de l'offre est fixé à quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

ARTICLE 5 – VISITE

Une visite des installations **est recommandée** avant la remise des offres. Les candidats pourront ainsi se rendre compte sur place des prestations à effectuer et ne pourront arguer d'une méconnaissance des lieux pour limiter leurs interventions ultérieurement. Le titulaire aura estimé toutes les difficultés inhérentes au marché et ne pourra prétendre à aucune indemnité supplémentaire pour défaut d'information. De même, il ne pourra induire des imprécisions, d'erreurs, omissions ou contradictions du présent règlement de consultation pour justifier une demande de supplément.

Il n'est pas nécessaire d'effectuer cette visite dès lors qu'une visite précédente a été faite au cours du dernier semestre (sauf volonté de l'entreprise).

Le cas échéant, la prise de rendez-vous est obligatoire et se fait auprès de Monsieur Nicolas DJOUDI dont les coordonnées sont mentionnées à l'article 13 du présent CCTP.

La date de visite programmée est le mercredi 19 février 2025 à 10h30.

ARTICLE 6 – GENERALITES & DESCRIPTIONS DES INTERVENTIONS

6.1 - DEFINITION DU MARCHE

La présente consultation a pour objet la maintenance préventive, corrective et des travaux de réparation des toitures des bâtiments de l'aéroport de Limoges. Les installations couvertes par le présent contrat de maintenance sont décrites dans l'annexe 1 (plan de masse des installations) et l'annexe 2 (caractéristiques techniques des toitures).

L'état des lieux réalisé en 2024, de l'ensemble des toitures du marché, est consultable en annexe 3.

Lors de l'établissement de son offre, l'entrepreneur devra tenir compte de ces sujétions, il devra notamment recueillir tous les renseignements nécessaires et vérifier toutes erreurs et omissions, dans le contenu des pièces qui lui seront remises pour établir son estimation.

Toutes les entreprises sont invitées à se rapprocher du représentant du pouvoir adjudicateur pour obtenir toute précision permettant d'éclairer entièrement la nature des travaux qu'ils auront à entreprendre, pour lesquels le libellé peut paraître insuffisant dans le présent descriptif. L'entreprise fera ses demandes de compléments via la plateforme PLACE.

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

**Aéroport de Limoges-Bellegarde
81, avenue de l'Aéroport
87100 LIMOGES**

6.2 - CONDITIONS GENERALES DE L'AEROPORT DE LIMOGES (C.G.LIG.)

Les Conditions Générales de l'aéroport de Limoges (CG LIG) sont téléchargeables sur le site internet de l'aéroport : <https://www.aeroportlimoges.com/tout-laeroport/appels-doffre-en-cours/>

Elles récapitulent les exigences à respecter sur la plateforme de l'aéroport de Limoges- Bellegarde. Ce cahier a pour objet de décrire les modalités d'interventions et de définir les mesures de prévention réglementaires. Elles sont donc imposées à tous les fournisseurs « entreprises extérieures », qui doivent effectuer des interventions et des travaux sur l'Aéroport International de Limoges.

Les conditions concernent : l'Hygiène et Sécurité du travail, la Sécurité Aéroportuaire (SGS), la Sureté Aéroportuaire et l'Environnement.

SURETE AEROPORTUAIRE – Titre de circulation « définitif »

Comme le stipule la réglementation présentée dans les « Conditions Générales de l'aéroport de Limoges », nous demandons à l'entreprise retenue, de faire les démarches nécessaires afin d'obtenir un ou plusieurs titres de circulation définitif(s) pour son personnel intervenant sur l'aéroport.

6.3 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Généralités

Toute intervention est subordonnée au respect des prescriptions et des normes en vigueur imposées pour des travaux en hauteur sur toitures.

Le prestataire sera tenu pour responsable de tout accident causé par le non-respect de ces règles.

Maintenance préventive

La maintenance préventive annuelle consiste à une visite de l'ensemble des toitures avec entretien courant (retrait de feuilles, nettoyage, rapport d'intervention, location nacelle comprise si besoin...)

Maintenance corrective

Déroulement des prestations de maintenance corrective

En fonction des constats réalisés lors de la maintenance préventive ou alors suite à des défauts constatés par l'aéroport et selon le degré d'urgence, les bons de commande seront adressés au prestataire retenu afin de procéder à la réparation de la toiture désignée.

Le prestataire s'engage à assurer la maintenance corrective pour :

- ➔ La mise en état sécuritaire,
- ➔ La recherche et la réparation des défauts,
- ➔ Le remplacement/réparation des matériels et toitures défectueux,
- ➔ La confection des devis pour remise en état après détériorations accidentelles, actes de malveillance ou vandalisme.

Les coûts d'intervention seront conformes à l'offre de prix remise sous forme de tableau de tarification selon article 8 du présent document.

Pénalités sur retard d'interventions :

Tout retard sur le délai d'intervention entraînera sur la facture d'intervention la déduction du nombre d'heure de retard dans la limite du nombre d'heures travaillées lors de l'intervention correspondantes.

Ces interventions feront l'objet de bons de commandes supplémentaires.

Rapport d'intervention de maintenance corrective

Chaque intervention de maintenance corrective fera l'objet d'un rapport détaillé de la prestation effectuée sur le site en question. Le document devra être transmis au service infrastructure dans un délai de 10 jours ouvrés en fonction de la fin de l'intervention sur le site par courrier, mail, etc.

Ce rapport comprendra :

- nom, logo, information concernant la société prestataire,
- date et lieu de l'intervention,
- heure d'appel, nom du demandeur,
- début et fin de prestation,

- nom du technicien,
- description du défaut, de la prestation effectuée et remplacement de matériel avec photos associées ;
- attestation de passage signée par le représentant du site (avec nom, signature et date),
- toutes observations jugées utiles.

Dans tous les cas, le prestataire devra, à l'issue de toute intervention, établir un rapport détaillé de l'intervention et de tenir informé de l'état de la prestation le service Infrastructure (action terminée, suite à donner...).

Le document sera à adresser par mail.

6.4 - DELAIS D'INTERVENTION DE MAINTENANCE

Un planning avec les délais d'intervention pour procéder aux réparations devra être systématiquement rendu lors de la réponse du candidat au marché subséquent.

6.5 – REMISE EN ETAT DES LIEUX

Dans le cadre de ses missions, le prestataire retenu peut générer des salissures ou production de déchets. Celui-ci devra s'assurer de la remise en état de propreté et d'ordre des lieux ainsi que de l'évacuation des déchets selon la législation en vigueur (Voir chapitre Environnement dans le CG LIG).

6.6 – GARANTIE

Le prestataire s'engage à garantir 1 an pièces et main d'œuvre les travaux de réparation.

6.7 – SOUS TRAITANCE

La sous-traitance sera autorisée dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

La sous-traitance de l'exécution de certaines parties du marché est possible à condition d'avoir obtenu de la personne publique contractante l'acceptation préalable de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Les sous-traitants sont soumis à l'accord préalable de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

La sous-traitance est régie par la loi du 31 décembre 1975 et par les articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique qui prévoit le paiement direct de la personne publique cocontractante au bénéfice du sous-traitant déclaré et ce dès que le montant du contrat de sous-traitance atteint 600 € TTC.

Le sous-traitant peut être présenté soit au stade de la candidature, soit au stade de l'offre, ou encore au stade de l'exécution de la prestation.

Les sous-traitants devront fournir lors du dépôt de leur offre un dossier complet comprenant l'ensemble des pièces demandées aux candidats dans l'avis d'appel public à la concurrence nécessaire à l'agrément des sous-traitants.

Si ces sous-traitants ne sont pas encore désignés au jour du dépôt de l'offre, le candidat a l'obligation d'indiquer dans l'acte d'engagement le détail des prestations et le montant éventuel de prestations qu'il envisage de sous-traiter par la suite, au cours de l'exécution du marché.

6.8 - VERIFICATION DE LA PRESTATION

Dans le cadre de l'exécution des prestations, le personnel de l'aéroport se réserve un droit de contrôle, en présence de la société. Le service infrastructure pourra contrôler à tout moment :

- La quantité des prestations exécutées (intervention / planning),
- La qualité des prestations,
- Le respect des règles de sécurité, et notamment le port des équipements de protection individuelle.

ARTICLE 7 – CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES

Les offres et les candidatures sont transmises UNIQUEMENT par voie électronique sur la Plate-Forme des achats de l'Etat, La PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Pour choisir l'offre économiquement la plus avantageuse, il sera tenu compte des critères suivants, pondérés comme suit :

Critère d'attribution	Coefficient
Valeur technique (qualité professionnelle du soumissionnaire, missions similaires déjà réalisées, moyens mis en œuvre, qualité des équipements/produits proposés, interlocuteur dédié, garantie et sa mise en œuvre...)	50 %
Le prix des prestations (selon BPU joint à compléter)	40 %
Délai moyen de réalisation de la mission	10 %

→ **Le prix des prestations** : la notation sera effectuée à l'aide de la formule suivante :

$$N(i) = \text{note maximum} * (P(m) / P(i))$$

Dans laquelle :

N(i) est la note attribuée à l'offre de prix du candidat (i) ;

Note maximum est égale à 5 ;

P(i) est le prix de l'offre du candidat (i) ;

P(m) est le prix de l'offre la moins-disante.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables seront éliminées. Il sera procédé au classement des offres restantes, conformément aux critères ci-dessus énumérés.

L'offre la plus avantageuse sera retenue sans négociation. En cas d'imprécision, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire préciser par les candidats, après la remise de leur offre, les points techniques qui lui sembleraient nécessaires de détailler. Le pouvoir adjudicateur pourra demander aux candidats de compléter la teneur de leur offre.

Les modifications ou compléments éventuels ne pourront pas remettre en cause l'économie générale de l'offre initiale et ne devront en aucun cas consister en de nouvelles propositions.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de reports seront constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire figurant dans l'offre d'une entreprise candidate, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation. Toutefois, si l'entreprise concernée est sur le point d'être retenue, elle sera invitée à rectifier cette décomposition pour la mettre en cohérence avec le prix forfaitaire.

En cas de refus, son offre sera éliminée.

A noter :

Le pouvoir adjudicateur pourra à tout moment mettre fin à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

ARTICLE 8 – PRIX – COUTS HORAIRES

8.1 – Présentation des prix contrat et coûts horaires correctifs

Les prix seront donnés en euros hors taxes et toutes taxes.

Les prix seront présentés et détaillés pour les coûts horaires des prestations préventives et correctives dans l'annexe « DPGF.xlsx ».

Distinguer coûts HT horaires de jour et coût forfaitaire du déplacement applicable aux prestations correctives.

8.2 – Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre :

- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison précisé dans le présent cahier des charges,
- la réalisation des prestations telles que définies dans le présent cahier des charges.
- toutes sujétions comprises pour une exécution complète et soignée des prestations,

Aucun frais supplémentaire ne peut s'y ajouter.

8.3 – Détermination des prix de règlement

Les prix sont fermes durant la 1^{ère} année du marché puis révisables à compter de la deuxième année.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisables annuellement à la date anniversaire du marché.

Le titulaire est tenu de présenter sa demande d'ajustement des prix du marché un mois avant la date anniversaire. A défaut pour lui d'y avoir procédé, il ne pourra faire valoir ses droits en réclamant à la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne une révision pour l'année ou les années écoulées.

Les prix pourront être ajustés par référence au tarif ou barème que le titulaire pratique à l'ensemble de sa clientèle par application d'un indice pertinent (les indices peuvent être consultés sur le site <http://www.insee.fr> dans la rubrique « indices et séries statistiques »).

La Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application du nouveau barème lorsque l'augmentation de ce barème est supérieure à 3% l'an.

Toute révision de tarif, accepté par la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne, ne nécessite ni la signature d'un avenant ni la signature d'une annexe.

Le soumissionnaire est réputé avant la remise de son offre :

- avoir contrôlé toutes les indications portées dans le présent cahier des charges, notamment celles données par les pièces écrites ; s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes, concordantes.

Tout ce qui serait indiqué dans le cahier des charges au titulaire mais ne figurant pas sur les annexes ou réciproquement, aura la même valeur que si les indications correspondantes étaient portées sur l'ensemble des documents,

- s'être entouré de tous les renseignements utiles auprès du pouvoir adjudicateur.

En outre, le soumissionnaire du marché reconnaît formellement que les prix qu'il a consentis tiennent compte de toutes les prestations décrites au sein du présent cahier des charges ainsi que des prestations, garanties et obligations résultant du contrat, des impôts, des taxes et redevances en vigueur, et de toutes charges et aléas pouvant résulter de l'exécution du contrat.

Le montant TTC s'entend au taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

ARTICLE 9 – MODE DE REGLEMENT - FACTURATION

Les factures sont à déposer sous Chorus sur le numéro de Siret 188 708 010 000 23.

Le mode de règlement est le virement bancaire.

Les sommes dues au titulaire du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'unité monétaire tenue pour la conclusion de la consultation est l'euro.

Les factures seront libellées en euros et envoyées à l'adresse suivante :

**Aéroport de Limoges-Bellegarde
Service Comptabilité
81 avenue de l'aéroport
87100 LIMOGES**

Les factures afférentes au paiement, outre les mentions légales, doivent comporter les indications suivantes :

- les nom et adresse du titulaire,
- le numéro de son compte bancaire ou postal (en cas de changement de coordonnées bancaires, le prestataire en avisera l'administration par courrier auquel sera joint un relevé d'identité bancaire ou postal),
- le numéro du bon de commande,
- le numéro et la référence du marché,
- la désignation complète des produits, leur conditionnement et leur qualité,
- l'adresse de livraison,
- le montant des prix unitaires hors taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC,
- la date.

La facture sera libellée en euros.

Le règlement des prestations se fera en euros. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et l'administration lui communiquera un numéro d'identification fiscale. La monnaie de compte du marché est l'euro.

ARTICLE 10 – PENALITES

Les pénalités sont décrites à l'article 8 du RC.

ARTICLE 11 – ASSURANCES

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance, en cours de validité et contracté auprès d'une assurance de solvabilité notoire, au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du Code Civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, garantissant les conséquences pécuniaires qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations, objet de la présente consultation.

Il doit produire à toute demande de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne, une attestation de son assureur en cours de validité indiquant la nature et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre, immédiatement, une nouvelle attestation.

ARTICLE 12 – ATTRIBUTION DE COMPETENCES

En cas de litige qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, il est fait attribution de juridiction au Tribunal Administratif de Limoges situé 2 cours Bugeaud – 87000 LIMOGES – Tél : 05 55 33 91 55

ARTICLE 13 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Renseignements administratifs	Renseignements techniques
Marion GERBAUD Acheteuse 05 55 45 15 62 achats@limoges.cci.fr Chambre de commerce et d'industrie 16 place Jourdan - CS 60403 87011 Limoges cedex	Nicolas DJOUDI Responsable Travaux / Maintenance 05.55.43.30.29 nicolas.djoudi@limoges.cci.fr Aéroport de Limoges-Bellegarde 81 avenue de l'aéroport 87100 LIMOGES